



PRESENTATION DU SYSTÈME DE CONTRÔLE

Novembre 2009

www.inao.gouv.fr



L'importance du contrôle

- Une garantie de l'Etat
- Une confiance des consommateurs
- Une protection des producteurs



Les particularités du contrôle des SIQO

- Contrôle sur les conditions de production mais également sur le produit lui-même
- Contrôle adapté au produit
- Implication des professionnels
- Crédibilité du contrôle : INAO



L'origine du système de contrôle

- Trois éléments concordants :
 - une prise de conscience professionnelle
 - une réglementation européenne
 - une volonté gouvernementale
- Un objectif : crédibilité du système de façon à pouvoir communiquer dessus
- Une idée force : séparation entre les professionnels et les organismes de contrôle



Les acteurs

Une définition claire du rôle de
chaque acteur :

- INAO
- Groupe de professionnels (ODG)
- Organismes de contrôle tiers



INAO : Autorité nationale compétente pour les SIQO

**L'Institut est a été désigné comme
autorité nationale compétente
responsable du contrôle des SIQO
INAO peut à ce titre être contrôlé par
les autorités européennes (OAV).**



ROLE DE L'INAO

Il participe à la rédaction du plan de contrôle national pluriannuel (PNCOPA).



ROLE DE L'INAO (2)

notamment :

- ➡ 3o Définit les principes généraux du contrôle et approuve les plans de contrôle ou d'inspection ;**
- ➡ 4o Prononce l'agrément des organismes de contrôle et assure leur évaluation ;**
- ➡ 5o S'assure du contrôle du respect des cahiers des charges et, le cas échéant, prend les mesures sanctionnant leur méconnaissance ;**



CONSEIL AGREMENTS ET CONTROLES

Il est créé au sein de l'INAO
un Conseil compétent en
matière d'Agréments
et de Contrôles :
le C_{onseil} des A_{gréments} et C_{ontrôles}.



Composition du CAC

- créé par arrêté du 8 février 2007
- Composé de 39 membres, en majorité de professionnels des SIQO, mais également de représentants des organismes de contrôle, de l'administration et de personnalités qualifiées



ROLE DU CAC

- Émet un avis sur l'agrément des organismes de contrôle
- Se prononce sur les plans de contrôle et d'inspection
- Définit les principes présidant à l'organisation des contrôles
- Définit les principes présidant à la composition et au fonctionnement de la commission chargée de l'examen organoleptique



ROLE DU CAC (2)

Les principes généraux de contrôle
sont définis dans des « directives »
du CAC, publiées sur le site
Internet de l'INAO www.inao.gouv.fr

Exemples :

- commission chargée de l'examen organoleptique
- Contrôle externe
- Traitement des manquements

+ recommandations pci



Formations restreintes

- Le CAC a délégué à des
« formations restreintes » :
- La validation des pci
 - L'avis sur l'agrément des OCO
 - Certains points ponctuels



Le Service Contrôles

Il est créé au sein de l'INAO
un service compétent
en matière
d'Agréments et de Contrôles

Florence Gravier

Marie Dérison (AOC/IGP viticoles)

Gregor Appamon (IGP/Labels/STG/Bio)



LES SERVICES LOCAUX

Les services locaux :

- n'effectuent pas de contrôles de premier niveau
- assurent le conseil des ODG et des OCO pour les projets de pci
- effectuent les évaluations des OCO (personnes formées pour ce faire)
- sont assermentés (*articles L.642-34 et 35*)

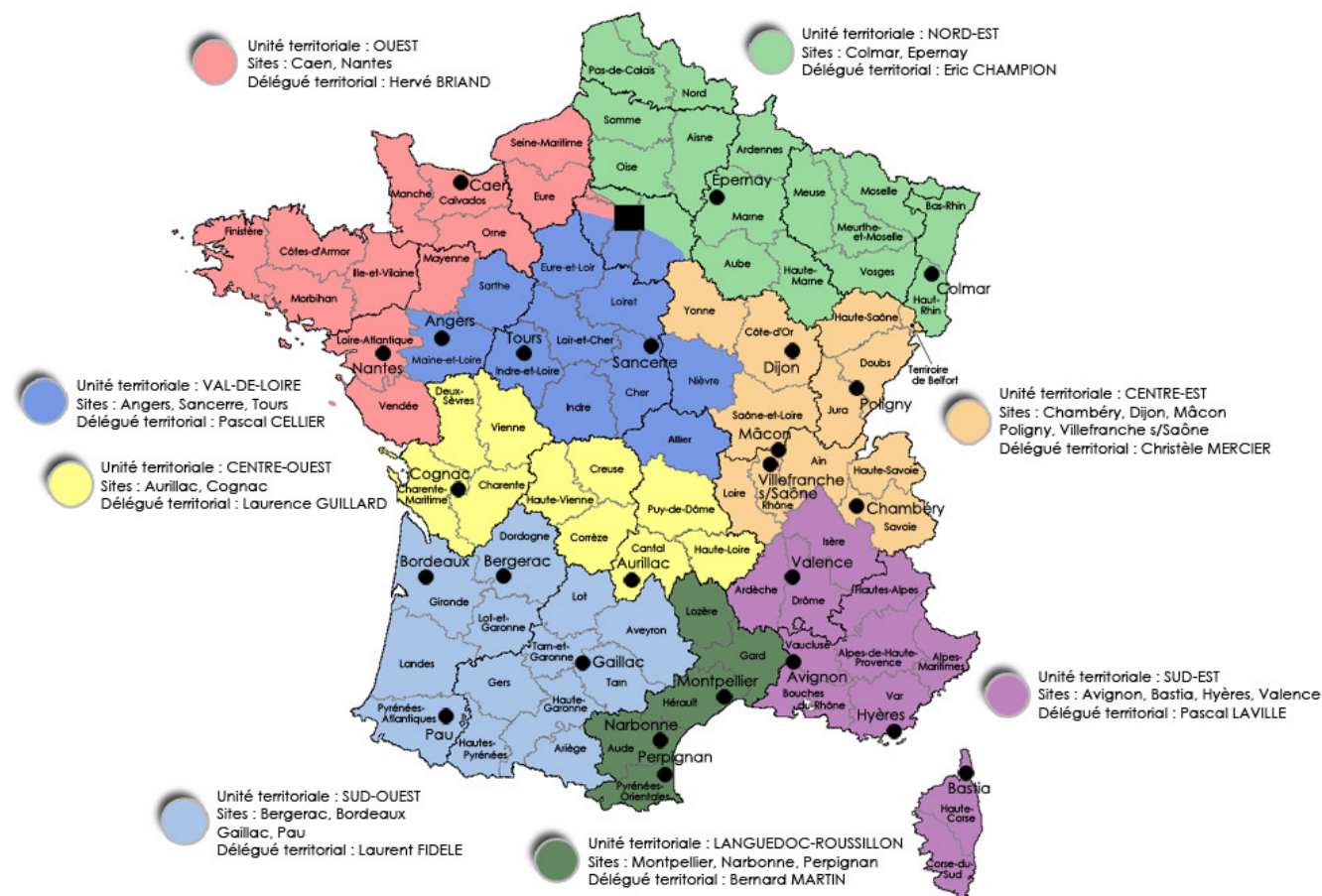
Le maillage territorial

Président :
Michel PRUGUE

Directeur :
Jean-Louis BUËR

25 sites répartis
sur l'ensemble
du territoire

270 agents
dont 70%
en province





LABEL, IGP, STG, BIO = OC

Le contrôle des labels,
indications géographiques protégées,
spécialités traditionnelles garanties
et des produits de l'agriculture
biologique est assuré par des
Organismes Certificateurs.



Organismes Certificateurs

Norme NF/EN 45011 « certification » + CPS Réf.18 (www.cofrac.fr)

Critères principaux : Indépendance, impartialité, confidentialité et compétences ;

- L'OC fait les constats + prononcé des suites éventuelles
- Les articles 10 et 11 du règlement AOP/IGP font référence à la norme
- Il fournit un rapport annuel d'activités, adressé à l'INAO (R.642-46 et 56) ;
- Il doit communication à l'INAO de toute décision qui fait perdre à l'opérateur le droit d'utiliser le signe (R.642-55)
- Tout changement dans les conditions d'exercice des activités au titre desquelles l'agrément a été obtenu est porté sans délai par l'organisme de contrôle à la connaissance du directeur de l'INAO (*art R.642-45 du code rural*).



AOC = OI de type A ou OC

Le contrôle des appellations d'origine
et des IGP viticoles peut être assuré
soit par des OC, soit par des
organismes d'inspection (OI), qui
effectuent des constats, l'INAO
prononçant les suites de ces constats.



Organisme d'Inspection de type A

- ☞ Norme internationale NF/EN/ISO/CEI 17020 « inspection » + INS Réf.13
- ☞ L'OI ne fait que des constats, et l'INAO prononce les éventuelles sanctions ;
- ☞ Règlement n°882/2004 « paquet hygiène » autorise le recours à des OI ;
- ☞ Type A : totalement indépendant, imposé par l'article R.642-58 du code rural



Relations INAO/OI

L'OI transmet ses rapports d'inspection aux services locaux de l'INAO, qui prononcera les éventuels traitements des manquements.



COMPARAISON : OC / OI

OC = « certificateur »

- organisme privé
- accrédité 45011
- agréé INAO
- certification : constat + conformité + prononce les sanctions
- OC compétent en propre
- nature contractuelle des relations OC/ODG/opérateurs
- coûts négociés facturés aux groupements ou aux opérateurs
- contentieux privé (civil)

OI = « d'inspection »

- organisme privé
- accrédité 17020
ou principes (en viticole)
- agréé INAO
- inspection : constat + conformité (ne prononce pas les sanctions)
- délégation de tâches (882/2004)
- nature des relations INAO/OI/ODG/opérateurs en construction
- coûts négociés facturés aux groupements ou aux opérateurs
- contentieux administratif



Prestataires extérieurs

Les OC et OI peuvent recourir à des prestataires extérieurs pour autant que ces derniers présentent des « garanties identiques »

Exemple : laboratoires d'analyses



ACCREDITATION

Les organismes de contrôle, qu'ils soient OC ou OI, doivent être accrédités à la norme correspondante par le COFRAC (comité français d'accréditation)

www.cofrac.fr



ACCREDITATION (2)

Exception viticole : les OI doivent
respecter les principes de la norme
d'inspection 17020 type A.



AGREMENT

Les organismes de contrôle,
qu'ils soient OC ou OI, doivent
être agréés par l'INAO.
L'INAO effectue une évaluation
régulière des organismes de
contrôle.



Définition de l'agrément

S'agissant des organismes de contrôle, l'agrément est l'acte par lequel ces organismes reçoivent délégation de l'INAO, conformément à l'article L.642-3 du code rural, pour assurer des tâches spécifiques liées au contrôle officiel du cahier des charges des SIQO .

- La délégation de tâches porte, suivant le cas :
 - sur une activité de certification de produits bénéficiant d'un label rouge, d'une AO, d'une STG, d'une IGP ou du BIO ;
 - sur une activité d'inspection des produits bénéficiant d'une AO ayant opté pour ce mode de contrôle.*
- L'agrément atteste que l'organisme de contrôle respecte l'ensemble du dispositif de contrôle des signes d'identification de la qualité et de l'origine établi par l'INAO.*
- L'agrément est conditionné par :
 - l'existence d'une attestation d'accréditation ou de demande d'accréditation, lorsque cette exigence est requise,
 - le respect des procédures et principes établis en matière de contrôle par l'INAO.*



Articulation avec l'accréditation

- **Souhait de l'INAO de ne pas être redondant**
- **Complémentarité sur les observations d'activités**



Types d'agrément

- Agrément initial
- Renouvellement d'agrément
- Extension d'agrément (nouveau signe, nouvelle catégorie de produit)
- Evaluation de suivi

Méthodologie : évaluation technique sur place
(*directive du CAC sur le site INAO*)



Sanctions en agrément

- Suspension d'agrément
- Retrait d'agrément
- Information au Cofrac et aux administrations
- Egalement corrélé à l'accréditation
- Procédure d'urgence

Articles R.642-49 à R.642-52



PLANS DE CONTRÔLE/D'INSPECTION

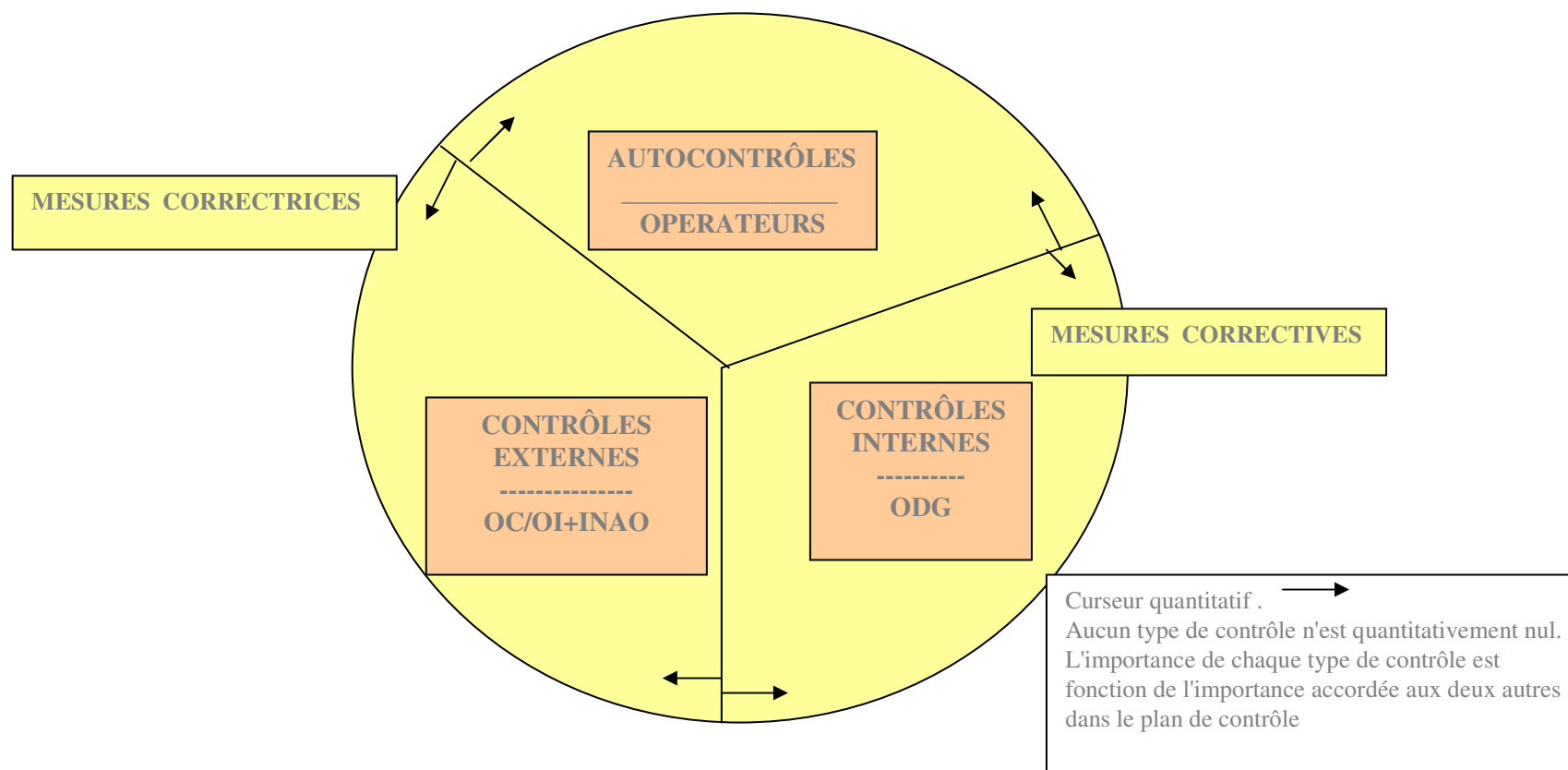
Le contrôle des SIQO s'effectue
conformément à un plan de
contrôle ou un plan d'inspection
unique
proposé par l'organisme de
contrôle après avis de l'ODG et
approuvé par l'INAO



Implication de l'ODG

- Définition des principaux points à contrôler et méthodes d'évaluation
- Dans la rédaction du pci « en concertation avec l'ODG »
- Avis formel sur tous les états du projet de pci
- Participe à la mise en œuvre du pci

ARCHITECTURE DES CONTRÔLES : PLAN DE CONTRÔLE OU PLAN D'INSPECTION





CAS DE FIGURE

- Si autocontrôle important : contrôle interne plus faible et contrôle externe allégé
- Si autocontrôle faible : contrôle interne fort; contrôle externe pas nécessairement fort
- Si autocontrôle et contrôle interne faibles : contrôle externe renforcé



CONTENU D'UN PLAN

Plan de contrôle ou d'inspection :

- Liste des points à contrôler (Cf cahier des charges)
- Fréquences des contrôles (auto-contrôles, contrôles internes, contrôles externes)
- Liste des manquements potentiels et barème des sanctions



HABILITATION DES OPérateURS

Une habilitation des
opérateurs est rendue
obligatoire dans le nouveau
dispositif pour tous les
signes.



Commission chargée de l'examen organoleptique en AOC et IGP viti

- Composée de professionnels compétents et d'experts,
- Fonctionne dans des conditions garantissant un examen indépendant et impartial des produits
(art.L.642-27)
- Modalités de désignation et fonctionnement dans les pci (art.R.642-39)
- L'OC est responsable de la réalisation des prélèvements, indépendants et impartiaux
- Au minimum, anonymat des échantillons
(point 8.1 du programme CPS REF 18 Rév.02)



Traitement des manquements

- Par l'OC dans le pc
- Par l'INAO en cas d'OI

**Etabli pour chaque plan
d'inspection par le directeur de
l'INAO après avis de l'ODG**

(Article L.642-32)



Traitement des manquements (2)

- **Directive CAC 2007-05**
 - 3 niveaux de gravité (mineur, majeur, grave ou critique)
 - typologie : avertissement, contrôle supplémentaire, déclassement de lot, suspension et retrait de l'habilitation



Informations publiques

- **Publié sur le site Internet de l'INAO :**
 - L'indication du plan de contrôle ou d'inspection
 - L'indication de l'organisme de contrôle du signe
 - L'agrément de l'OCO
- **A disposition du public par les OCO :**
 - Documents décrivant les conditions générales de certification ou d'inspection, liste des ODG, opérateurs et produits.



Informations à disposition des services de contrôle

- **Services de l'INAO :**
 - Tous les éléments d'information relatifs aux contrôles réalisés par les OCO chez les opérateurs
 - Documents permettant d'apprécier les conditions de fonctionnement, régularité des activités et efficacité des contrôles des OCO
- **Services de contrôles :**
 - Documents décrivant les conditions générales de certification ou d'inspection, liste des ODG, opérateurs et produits.



FINANCEMENT DU CONTROLE

- Les frais de contrôle sont à la charge des opérateurs contrôlés, en vertu de la réglementation communautaire et de la loi française (article L.642-27, dernier alinéa).
- Facturation du prononcé des sanctions par l'INAO, par équité



ETAPES DU CONTROLE

- proposition de l'organisme de contrôle par l'ODG
- demande d'agrément par l'organisme
- transmission du plan de contrôle/d'inspection élaboré par l'organisme de contrôle avec l'ODG, avec avis de l'ODG, à l'INAO
- accréditation de l'organisme par le COFRAC
- agrément de l'organisme par la direction de l'INAO après avis du CAC
- validation du plan de contrôle/d'inspection par le CAC



CALENDRIER DE MISE EN PLACE

- jusqu'au 1^{er} juillet 2008 : choix du système, agrément des organismes, élaboration des plans de contrôle
- 1^{er} juillet 2008 : nouveau système en place ; continuité pour les opérateurs
- Période de 3 ans : mise en conformité avec la norme ou ses principes des OI



CONTRÔLE DES DENRÉES ALIMENTAIRES

- Le contrôle des denrées alimentaires est assuré, conformément au règlement CE n°882/2004, par la Direction Générale de l'alimentation (DGAL) et la Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes (DGCCRF)



ARTICULATION DES DEUX CONTRÔLES

- conformément aux règlements CE n°882/2004 et 510/2006
- Les produits agroalimentaires sous signe cumulent les deux types de contrôle
- Système d'informations entre administrations compétentes



Structures institutionnelles

Ministère de l'agriculture



INAO

(Institut national
de l'origine
et de la qualité)



Contrôle de la
qualité des
produits sous
signes

Ministère de l'économie et des finances



INPI

(Institut national
de la propriété
industrielle)



Gestion des
droits de P.I
sauf I.G

DGCCRF

(Direction
générale de la
concurrence, de la
consommation et
de la répression
des fraudes)

DGDDI

(Direction
générale des
Douanes et des
Droits indirects)



Contrôle des produits frauduleux



COORDINATION DGCCRF/INAO

- En matière de respect des cahiers des charges des SIQO – utilité de mettre en place des modes d'informations réciproques sur les non-respects détectés :
 - ✓ partie civile sur la base des PV DGCCRF
 - ✓ suivi des sanctions OC/INAO



COORDINATION DGCCRF/INAO en matière viticole

Coordination des contrôles mise en œuvre
par deux protocoles :

- Un viticole

(DGCCRF/DGDDI/DGPAAT/FRANCEAGRIMER/INAO)

- Un général

- (DGCCRF/DGAL/DGPAAT/INAO)



Pour toute question complémentaire :

*Florence GRAVIER (Responsable du service
« contrôles » de l'INAO)*

f.gravier@inao.gouv.fr

Tél : 01.53.89.80.36